

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Bureau national du PS du lundi 6 juillet 2015

Intervention de Gérard Filoche

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : jeudi 9 juillet 2015

Démocratie & Socialisme

Jean-Christophe, si tu suis les conseils de Didier et Karine et que tu appelles Martin Schultz (il faut « *mettre fin à l'ère* » Schultz et pas à celle de Syriza, il faut respecter la démocratie quand on se dit social-démocrate) et Sigmar Gabriel (qui exige un « **gouvernement de technocrates** » contre le gouvernement Syriza légitimement élu), pour leur dire le désaccord du PS français sur les propos qu'ils ont tenu contre les Grecs et Syriza, prends aussi ton téléphone pour appeler Emmanuel Macron, ministre de notre gouvernement pour lui dire notre opposition à ses propos « *le FN, c'est une forme de Syriza à la française, d'extrême droite* ».

1°) Le vote d'hier a été massif en Grèce en dépit des peurs créées, des chantages exercés, des calomnies déversées, 61,31 % un vote populaire, ouvriers et employés, 70 % autour du Pirée, jusqu'à 92 % dans certains endroits, majoritaire partout de Salonique à Kalamata, d'Athènes à Patras, et dans les Iles... Il tend à prouver que quand la gauche se bouge, on n'entend plus l'extrême droite Aube dorée et les autres... C'est pareil pour les deux grands meetings du vendredi soir, 200 000 pour le « OXI » (non) autour de Syntagma, et 20 000 pour le « NAI » (oui) dans le stade avec toute les figures décomposées de la droite et des vieux appareils, des restes de la vieille droite, Caramanlis et Samaras, des deux bouts restants du Pasok scissionné, Papandréou et Venizelos, sans oublier Nikos Alliagas. Y'a pas photo, les forces vives sociales du pays comme la jeunesse étaient pour OXI. Ce sont les questions sociales et pas nationalistes qui sont déterminantes !

2°) Syriza n'est pas un « groupe d'extrême gauche radical ». C'est LE grand parti populaire consolidé avec 36,34 % le 25 janvier et 61,31 % cette fois. Ce qui prouve qu'une gauche qui combat, qui fraye son chemin en tenant ses promesses vis à vis de ses électeurs, gagne et fait gagner. Quand on pense à toutes les horreurs qui ont été prononcées contre Alexis Tsipras, en fait c'est un grand dirigeant constant et droit, qui sait défendre son peuple, lutter contre l'austérité, négocier et faire négocier l'UE, créer le rapport de force par la démocratie et la mobilisation. Vive la démocratie, et non à Juncker qui prétend qu'elle doit s'effacer derrière les traités. Le même Juncker, Cahuzac à la puissance 10 000, qui donne des leçons de bonne gestion budgétaire et qui blanchit 2 400 milliards au Luxembourg pendant trente ans, avec 340 multinationales dont 58 françaises qui détournent 100 milliards par an des caisses de notre République, Total en premier.

3°) Il ne s'agissait pas hier à Athènes, de sortir de l'Europe ni de l'euro comme l'ont prétendu toute une cohorte de menteurs éhontés et patentés dans tous les grands médias. Il s'agissait de dire « OXI » à l'austérité, « NON » à la politique criminelle suivie et imposée au peuple grec depuis plus de 5 ans. Chacun sait que Christine Lagarde du FMI gagne 31 500 euros par mois et ne paie pas d'impôts mais qu'elle reproche aux petits retraités grecs de toucher trop à 664 euros et de ne pas payer assez de TVA. Chacun sait qu'il y a 32 % de chômage, 52 % pour les jeunes, un recul du PIB de 25 %, un recul des salaires et retraites de 30 %, un bradage du secteur public à bas prix, un accès aux soins à partir de 120 euros... c'est un crime économique contre l'humanité qui devrait être stoppé et ses auteurs jugés. Le FMI a reconnu ses erreurs mais les prolonge pour des raisons de basse politique, alors qu'il a violé ses propres statuts et que des dizaines de ses membres se sont indignés des méthodes illégales utilisées contre la Grèce. Chacun sait que la politique imposée par la troïka refusait de viser l'oligarchie, les dépenses d'armement, l'impôt des grandes entreprises, elle ne visait que le petit peuple et son niveau de vie.

4°) Ce ne sont pas les Grecs qui doivent faire des réformes « structurelles » mais... l'Europe. C'est la troïka et ses méthodes qui sont en cause. Ce qui nuit à tous les peuples, ce n'est pas la résistance légitime du peuple grec qui crie « OXI », c'est la dictature financière antidémocratique qui règne de façon féroce à Bruxelles. Tout le monde sait que la question grecque n'est pas économique. Elle est politique. L'UE vient de prêter 11 milliards à l'Ukraine qui n'est pas membre, mais empêche, pour 1,7 milliards d'euros, l'accès aux guichets de banques de millions de Grecs qui sont membres de l'UE. La Grèce doit rester dans l'euro dans de bonnes conditions, et non pas en sortir, non pas être exclue, comme l'exigent Juppé et Le Pen, lesquels montrent là, ensemble, qu'ils sont anti-européens et jouent aux apprentis sorciers. La Grèce n'est pas un problème, le problème est la direction que prennent les institutions européennes qui, au lieu, d'accueillir et d'aider les peuples, de respecter leur expression, les étouffe. La BCE doit prêter directement aux États comme le réclamait François Hollande dans sa campagne électorale. Et ce n'est pas à la

troïka de s'ingérer brutalement dans les choix économiques et sociaux des gouvernements élus ou de décider du niveau des petites retraites ni du salaire minimum ni du prix de l'électricité pour les pauvres.

5°) Chacun sait que la dette grecque ne sera jamais payée. Ni la nôtre d'ailleurs, ni aucune des dettes qui, aujourd'hui, servent d'épée de Damoclès sur la nuque des peuples. La dette est en grande partie illégitime et odieuse comme l'a démontré un « audit » public sur l'origine et la réalité de cette « dette ». Elle est portée et accrue par l'économie casino des grandes banques privées européennes. Aucune « aide » n'a été fournie aux Grecs, les seules « aides » ont été fournies aux banques créancières, ce qui est un scandale, quand on sait qu'elle furent à l'origine de la crise de 2007-2008 et qu'elles sont prêtes à la reproduire. On ne peut se tenir à « égale distance » entre les banques et la droite, d'un côté et les exigences des peuples, grecs, espagnols, italiens, portugais, irlandais, et français de l'autre. Jean-Christophe avait dit, ici, le 27 janvier « *Nous sommes Syriza* » hé bien, **c'est le moment de choisir son camp**, d'être Syriza. Car si la Grèce fait 2 % du PIB européen, la France fait 20 % du PIB européen. La Grèce belle et rebelle, a fait plus que sa part de résistance. La France peut peser pour maintenir la Grèce dans l'euro dans de bonnes conditions renégociées, avec une restructuration de la dette et une ouverture financière qui permette à la Grèce de se reconstruire et à son peuple de vivre décemment. Il y a des moments historiques, c'en est un. Faire l'histoire c'est soutenir le OXI grec, c'est l'appuyer pour changer l'Europe, pour l'Europe sociale dont nous parlons tant et tant mais qu'il s'agit de faire avancer quand l'occasion se présente grâce aux 61 % de OXI grecs.